

# Un pouvoir personnel sans liens avec les masses

DU 19 juin, jour du coup d'Etat d'Alger, il a fallu attendre jusqu'au 5 juillet, soit plus de quinze jours, pour que le dirigeant du coup d'Etat, Boumedienne, par le truchement de Radio-Alger, fasse connaître et la composition du « Conseil national de la révolution » qui aurait pris l'initiative de l'opération et le programme qu'il entend suivre comme chef du gouvernement.

Quinze jours pour donner les noms ! La lecture de la liste montre qu'elle rassemble des militaires subordonnés à Boumedienne et des ministres et militaires qui faisaient partie du clan Boumedienne. Cela laisse à penser que le coup a été préparé uniquement par l'armée et que la tentative ultérieure de donner une certaine allure politique au « Conseil national de la révolution » n'a rien donné après deux semaines de pourparlers dans la coulisse.

On notera aussi que ce 5 juillet, troisième anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, le nouveau pouvoir qui prétend représenter la volonté des masses n'a pas osé appeler celles-ci à des manifestations de rue. Les nouveaux dirigeants ne sont même pas venus assister à une manifestation sportive organisée pour cet anniversaire.

Que dire de la proclamation du 19 juin ainsi que des propos tenus par ceux qui sont les porte-parole du régime nouveau ?

Selon eux, tout allait mal, et en premier lieu l'économie. La situation de l'Algérie, certes, est loin d'être brillante. Mais, loin de proposer une nouvelle politique, les auteurs du coup d'Etat prétendent qu'ils s'en tiennent à la politique suivie précédemment, à la Charte d'Alger, à l'autogestion, etc. Tout le mal viendrait de la personne de Ben Bella, de son pouvoir personnel. Les accusations personnelles sont complétées par des accusations « financières ».

Nous avons critiqué au cours des

mois passés plusieurs aspects de la situation politique en Algérie, notamment le caractère bonapartiste du pouvoir de Ben Bella, le recours à des combinaisons au sommet que les masses ne pouvaient comprendre, des tergiversations, notamment pour la réalisation de la réforme agraire, l'absence d'un parti réel fonctionnant démocratiquement. Mais, il ne suffit pas que des critiques semblables ou une partie d'entre elles soient formulées aujourd'hui par Boumedienne pour qu'il lui soit fait la moindre confiance. Au contraire.

Au pouvoir personnel de Ben Bella, il ne substitue pas la démocratie mais un pouvoir personnel encore plus restreint, sans liens avec les masses, reposant uniquement sur l'armée ou sur une partie de celle-ci. Quelle démocratie que celle de ces hommes qui demeurent même après la révélation de leurs noms des anonymes politiques et n'osent pas affronter publiquement les masses ! Quant aux leçons de morale que prétendent donner ces mêmes hommes, on ne peut oublier que dans le « Conseil » on trouve un Mohammed Said, un Slimane dont chacun sait à quoi s'en tenir.

Il est vrai qu'on objectera l'ascétisme de Boumedienne. Mais, des opérations comme celle du 19 juin ne s'opèrent ni dans le vide politique ni ne se prolongent selon les vues d'un individu. Ce qui s'est passé au lendemain du 19 juin, les prises de position, les affrontements, ont une signification considérable. Les forces sociales, les groupements, les individus n'interprètent pas arbitrairement un tel événement. Sur ce plan, les choses sont on ne peut plus claires. Les premiers à soutenir le coup d'Etat, ce sont les oulémas et, avec eux, tous ceux qui sont orientés vers le passé. Ils ont été presque immédiatement suivis par une série d'ambassadeurs — dont certains au passé gauchiste rapidement oublié — qui tiennent à rassurer les pouvoirs établis à travers le monde. Et aussitôt après viennent les opportunistes, ceux

qui avaient ciré les bottes de Ben Bella et qui sont prêts à en faire autant pour ses successeurs. Et viennent aussi, avec plus ou moins de prudence — mais pour des raisons toutes manœuvrières — ceux qui pensent que « l'Algérie » peut « avoir besoin d'eux », les Rabah Bitat, les Boussouf, les Khider, les Ferhat Abbas, qui espèrent que leur heure peut venir, mais qu'il ne faut pas le montrer trop tôt (1).

Le coup d'Etat dresse contre lui tout aussitôt la jeunesse, les étudiants. A Alger même, des manifestations se produisent les premiers jours. Ailleurs, à Oran, à Annaba, à Philippeville, à Tlemcen, les manifestations ont été bien plus puissantes et la répression a été très dure. Hors de l'Algérie, les étudiants algériens, l'Amicale des Algériens en France, condamnent énergiquement le coup d'Etat.

Mais peut-être rien n'illustre-t-il mieux la situation de l'Algérie après le coup d'Etat que l'attitude des syndicats algériens. C'est seulement huit jours après le coup d'Etat que la direction de l'U.G.T.A. adopte une résolution qui n'est d'ailleurs pas publiée en Algérie, dont seulement des extraits parviennent à l'étranger. Cette résolution ne mentionne jamais le nom de Ben Bella. Elle note « l'extrême faiblesse du parti en tant qu'organisation structurée », « l'inapplication du centralisme démocratique et l'absence de collégialité » qui ont permis « le renforcement du pouvoir personnel, la pratique des méthodes antidémocratiques », mais elle observe aussi que « malgré les entraves constituées par les aspects négatifs de l'ancien pouvoir, les travailleurs ont enregistré des victoires, représentées particulièrement par les décrets sur l'autogestion,

(1) Il fallait un bouffon dans le drame. C'est Messali Hadj qui vint remplir le rôle : « Le P.P.A. refuse de choisir... A l'époque où les Français se trouvaient en Algérie, il y existait une certaine liberté d'expression... »

la Charte d'Alger et la charte syndicale », que « seuls les travailleurs et les masses déshéritées des villes et des campagnes ont supporté le poids de la prétendue politique d'austérité. »

Dans cette résolution, le coup d'Etat est évoqué en termes ambigus : « l'ouverture que constitue l'événement survenu le 19 juin demeure hypothéquée par la présence ou le retour sur la scène politique d'éléments arrivistes et opportunistes, qui sont également responsables du non respect de nos institutions... Pour que le 19 juin soit une ouverture véritable, il faut également permettre l'émergence de militants éprouvés, clairs dans leurs options, courageux dans l'expression de leurs opinions, et qui ont donné la preuve de leur attachement réel au socialisme. » Et la résolution, affirmant « l'attachement indéfectible des travailleurs aux acquis de leurs dix années de lutte, à savoir l'indépendance nationale, l'autogestion et la construction du socialisme démocratique dans le cadre de l'autogestion », exige que « le F.L.N., parti d'avant-garde, soit composé essentiellement d'ouvriers, de paysans pauvres et d'intellectuels révolutionnaires. Aujourd'hui, la démystification se fait. L'ère des individus est terminée, celle des principes doit commencer. »

Il est vrai que, huit jours plus tard, le secrétariat national de l'U.G.T.A. publie un communiqué qui est en retrait sur la résolution ci-dessus qui avait été adoptée par la commission exécutive nationale. Ce communiqué approuve « l'analyse contenue dans la proclamation du 19 juin » du Conseil de la révolution et, tout en évoquant la résolution précédente, ne mentionne que la Charte d'Alger et la défense des acquis de la révolution, sans rappeler explicitement l'autogestion.

N'est-ce pas le témoignage que les responsables du mouvement syndical (rappelons qu'ils avaient été renouvelés au récent congrès de l'U.G.T.A. sous la pression de la base contre la vieille direction qui avait été intronisée par un coup de force) regardent d'un œil le pouvoir et la force dont il peut disposer, et de l'autre œil les réactions des masses ?

Ils déclarent qu'il y a des personnalités qu'ils ne veulent pas revoir, et des conquêtes de la révolution auxquelles il ne ferait pas bon de toucher. La direction des syndicats manifeste une bonne dose d'opportunisme, mais il n'est pas besoin de savoir lire entre les lignes pour voir les limites dans

## La révolution algérienne reprendra le dessus

Notre camarade Petitfrère, de passage à Paris, a bien voulu répondre à quelques questions sur les événements qui viennent de se dérouler en Algérie où il vit depuis près de deux ans.

\*\*\*

— Comment le coup d'Etat est-il arrivé ?

— Techniquement, c'était bien monté. La plupart des gens ne se sont rendu compte qu'il se passait quelque chose qu'en n'entendant plus à la radio le programme habituel et en ne trouvant pas les journaux du matin dans les kiosques. Plusieurs personnes qui ont vu les chars se mettre en position m'ont dit avoir cru à une mise en scène dans le cadre de la préparation du film sur la « bataille d'Alger ».

Une dizaine de jours avant, j'avais entendu raconter par quelqu'un qui le tenait de personnes bien informées, qu'il avait failli y avoir un coup d'Etat. Le bruit courait avec insistance que Boufflika avait été « libéré de ses fonctions ». Bref, on s'attendait à un certain remue-ménage en haut lieu. Mais les gens avec qui j'ai parlé de cela s'attendaient plutôt à un coup porté par Ben Bella à Boumedienne qu'à l'élimination de celui-là.

— Pourtant tu avais laissé prévoir, il n'y a pas si longtemps, puisque c'était en conclusion d'un article sur le congrès constitutif de la F.N.T.T., qui a eu lieu début janvier, la possibilité de cette élimination. Tu disais : « Se laisser couper de la base est la pire situation pour un révolutionnaire. Or, c'est ce qui risque d'arriver aux révolutionnaires algériens s'ils se satisfont de faire adopter d'excellentes résolutions dans les congrès en laissant aux bureau-

crates le soin de les appliquer. Le jour viendra vite où les masses, lassées, se détourneront d'eux. Ce jour-là nous ne donnerons pas cher de leur peau et le développement de la révolution algérienne se trouvera compromis. »

— Oui, je laissais prévoir ce risque... et j'espérais ne pas être si prophétique. Je précise que je n'avais pas pour intention d'accorder un brevet de révolutionnarisme à qui que ce soit. Ben Bella, cela paraît évident, comptait porter au moins un coup important à Boumedienne. Celui-ci a pris les devants. Mais tout cela se passait en dehors du peuple, derrière son dos en quelque sorte.

— Des manifestations ont eu lieu à Alger. Les manifestants criaient « Yaya Ben Bella » (vive Ben Bella) et « assassin Boumedienne ».

— Bien que Michel Legris ait dit dans « le Monde » du 9 juillet que Boumedienne ne paraissait pas « personnellement impopulaire », je crois qu'il est cordialement détesté par la majorité de la population. Je crois aussi comme me l'a dit un paysan qu'il y a encore beaucoup de familles qui « pleurent sur Ben Bella ». Mais il ne faut pas oublier que si Ben Bella est tombé et avec si peu de réactions immédiates, c'est qu'il avait lui-même mis ou laissé mettre le peuple en vacances, truffé ou laissé truffer les rouages essentiels de l'Etat et des organisations nationales de bureaucrates sans scrupules. Le congrès de la F.N.T.T. a interdit le cumul des responsabilités syndicales et administratives mais Bouchebouba, le secrétaire général de la F.N.T.T. est toujours commissaire départemental de l'O.N.R.A. Ce n'est qu'un exemple, mais il est bien significatif.

— Peux-tu préciser les réactions des

diverses couches sociales algériennes en face du coup d'Etat ?

— Je peux en donner une idée, évidemment, sans être assuré de ne pas commettre d'erreur et compte tenu que j'ai quitté Alger fin juin.

J'ai discuté avec des petits bureaucrates d'origine petite-bourgeoise. Ils redoutaient Boumedienne et auraient apparemment préféré sa liquidation à celle de Ben Bella, par peur de l'armée. Maintenant, les uns accablent violemment Ben Bella, d'autres ne prennent pas position entre les hommes. Mais, dans l'ensemble, les uns et les autres sont en faveur d'une solution Ferhat Abbas.

Les paysans, généralement, se taisent. Ils détestent les bureaucrates et n'aiment pas beaucoup les militaires. Ils souhaitent l'extension de la réforme agraire et une gestion démocratique des exploitations comme des affaires de la commune. Ils voudraient aussi être intéressés à la commercialisation de leurs produits. Cependant il n'apparaît pas qu'ils puissent, dans l'immédiat, prendre des initiatives. Ils défendent sans doute l'acquis, essaieront d'exercer une pression pour obtenir de nouveaux avantages, mais je ne pense pas qu'ils puissent aller au-delà. D'ailleurs une action, un peu énergique, suppose qu'on ait des armes. Or, on en a ramassé pas mal depuis deux ans pour les remettre à « l'autorité », et les civils n'en ont plus guère.

L'armée est maintenant une armée de métier où il y a beaucoup plus de « 19 mars » (gens qui ont rejoint l'A.L.N. à la signature des accords d'Evian) que de militants. Etre soldat, en Algérie, c'est avoir une bonne situation. Et la crainte de se retrouver chômeur ne prédispose pas à la fronde. On ne peut ignorer pourtant que cette armée n'est pas homogène ni qu'elle

n'est pas très importante (environ 70.000 hommes, je crois !) ni non plus qu'il serait difficile d'opérer dans l'hostilité générale.

Les ouvriers sont très hostiles à Boumedienne. C'est leur pression effective qui a porté Oumeziane au secrétariat général de l'U.G.T.A. ; ce qui traduisait un renforcement de la gauche au sein de la bureaucratie. La classe ouvrière est encore peu nombreuse mais elle est la couche sociale qui semble avoir le plus de cohésion. Au surplus, elle ne peut que se développer avec la nécessaire industrialisation du pays. C'est d'elle sans doute que peut naître une direction capable de réanimer la révolution. Les directions actuelles ont généralement été partagées entre l'opportunisme, la désorientation et la capitulation.

Si malgré cela la direction de la centrale syndicale manifeste une attitude assez réservée et même critique envers la nouvelle équipe, il faut y voir l'indice que la base exerce une forte pression. Lâchés sans directives, les cadres moyens paraissent avoir réagi en reprenant les liaisons clandestines du temps de la guerre. Les femmes, qui aspirent à l'émancipation et qui savent ne pas devoir compter sur Boumedienne pour cela, peuvent avoir un certain poids.

Je ne peux parler de l'émigration. Je crois cependant qu'elle constitue un élément important et qu'il faut s'y intéresser. Pour conclure sur la situation des forces en présence, je crois qu'il est vain d'espérer une nouvelle marche en avant de la révolution à brève échéance mais qu'il serait aussi faux de penser que tout est « fichu » pour une longue période.

— Bon, mais alors, comment peser sur la situation pour qu'elle évolue vers la gauche plutôt que vers la droite ?

— Il faut que se sélectionne une direction révolutionnaire capable d'entraîner tous les éléments dont le socialisme est la seule chance d'obtenir une vie décente. Cela suppose des mots d'ordre appropriés.